



Conseil d'Administration INRA - 8 juin 2017

mercredi 12 juillet 2017, par [Bariaud](#)



Déclaration de Pascal Tillard

M. le Président, mesdames et messieurs les administrateurs,

Ce conseil d'administration est le dernier pour les élus de cette mandature et certain n'auront pas le loisir d'y revenir car ils ne peuvent plus se représenter. Je fais partie de cette catégorie.

Ce conseil d'administration revêt donc une importance particulière pour moi. Je suis administrateur élu du personnel CGT depuis 16 ans, j'ai effectué deux mandats de 8 ans entrecoupés par une absence de 4 ans comme le veut le décret constitutif de l'INRA. Je peux me flatter aujourd'hui d'être le plus ancien administrateur de l'INRA en exercice.

J'ai été élu il y a 20 ans pour la première fois, j'ai donc vu s'asseoir à votre place, M. Mauguin, quatre présidents : Guy Paillotin, Bertrand Hervieu, Marion Guillou et François Houiller et à leurs côtés autant de directeurs généraux. À deux présidents lors du dernier conseil d'administration de leur première mandature je les avais interrogés pour savoir si leur dernière déclaration faisait figure de testament ou d'un texte d'orientation, dans les deux cas ce fut un testament. Rassurez-vous Monsieur le Président, je ne serai pas de nouveau l'oiseau de mauvaise augure dans 3 ans. J'ai vu aussi nombre de représentants des ministères de tutelle de l'INRA. Certains d'entre eux et je n'aurais pas le cruais de citer leur nom n'y ont fait qu'un passage express comme un instant obligatoire dans une carrière qui ne nécessitait pas sans doute de s'attacher à l'institut. Plus remarquable j'ai observé aussi un représentant du ministère de la recherche changer de fauteuil et devenir directeur général délégué à l'administration témoignant à l'inverse d'un attachement plus soutenu à l'INRA, j'ai vu aussi une directrice générale élever PDG inaugurant ainsi un nouveau mode de fonctionnement pour les EPST mais un retour à un ancien mode de fonctionnement pour l'INRA.

Dans le même temps 3 présidents de la république ont été élus, le dernier juste avant mon départ !!

Plus sérieusement, j'ai pu mesurer la dégradation continue des moyens humains et financiers dévolus pour l'INRA. Nous sommes passés d'un financement global de l'institut à un financement individuel via la recherche par projet. Je ne vais pas détailler tous les effets mortifères de ce changement fondamental. La direction générale peut bien définir des orientations mais quand on n'a pas les moyens de ces ambitions, nombre de ces orientations deviennent des vœux pieux. Le financement par projet a eu aussi cette conséquence de développer l'individualisme, nombre de laboratoires deviennent des « hôtels à projet », la direction générale assurant presque uniquement le gîte et le couvert. Le Crédit Impôt Recherche, amicalotique, il y a 20 ans soit devenu un véritable poison pour la recherche publique. Outre le fait qu'aucun bilan n'a été fait sur l'utilisation du CIR, un rapport du sénat et plus récemment un rapportage d'une grande radio de service public indique qu'il s'agit d'une machine à pomper des crédits d'Etat pour « au mieux » faire autre chose que de la recherche et au pire pour abonder les dividendes des actionnaires. Des officines se sont créées pour bâtir des projets béton !

Pour les personnels c'est d'abord la diminution des postes et l'augmentation corollaire de la précarité qui atteint près de 30% des emplois. C'est aussi la diminution des promotions, le blocage des salaires, nous avons perdu depuis 20 ans près de 20% de notre pouvoir d'achat.

Je dois reconnaître qu'il y a quand même des choses qui ont considérablement augmenté dans la recherche publique, ce sont les structures, alliances, institut (Agrochimie-IAVIF), EPCS, COMUE, IDEI, LABEX, EQUIPEX, SITE, fondations, j'en oublie c'est certain ! Comme si cette inflation de structure devait permettre d'éviter le déclin scientifique de notre pays. En France quand on ne sait pas ou ne veut pas régler un problème on crée une commission, procurelle bien connue. Dans la recherche publique on crée une structure et chaque gouvernement peut se flatter d'avoir créé les siennes.

J'ai vu arriver avec Valérie Péronne en 2007 « l'excellence » comme mot d'ordre et implication, Pôle d'excellence, laboratoire d'excellence, équipement d'excellence, initiative d'excellence, périmètre d'excellence. Cette excellence dont personne ne peut donner un réel contenu scientifique a permis de justifier l'inflation des structures et d'augmenter l'entropie du système. Elle a permis surtout de justifier la raréfaction des crédits d'Etat, en arrosant quelques laboratoires au détriment de la majorité. Plus grave, dans beaucoup de cas elle a introduit une technocratie

Page 1 sur 2

Déclaration liminaire CGT-INRA

M. le Président, mesdames et messieurs les administrateurs,

Ce conseil d'administration est le dernier pour les élus de cette mandature et certain n'auront pas le loisir d'y revenir car ils ne peuvent plus se représenter. Je fais partie de cette catégorie.

Ce conseil d'administration revêt donc une importance particulière pour moi. Je suis administrateur élu du personnel CGT depuis 16 ans, j'ai effectué deux mandats de 8 ans entrecoupés par une absence de 4 ans comme le veut le décret constitutif de l'INRA. Je peux me flatter aujourd'hui d'être le plus ancien administrateur de l'INRA en exercice.

J'ai été élu il y a 20 ans pour la première fois, j'ai donc vu s'asseoir à votre place, M. Mauguin, quatre présidents ; Guy Paillotin, Bertrand Hervieu, Marion Guillou et François Houiller et à leurs côtés autant de

directeurs généraux. A deux présidents lors du dernier conseil d'administration de leur première mandature je les avais interrogés pour savoir si leur dernière déclaration faisait figure de testament ou d'un texte d'orientation, dans les deux cas ce fut un testament. Rassurez-vous Monsieur le Président, je ne serai pas de nouveau l'oiseau de mauvaise augure dans 3 ans. J'ai vu aussi nombre de représentant des ministères de tutelle de l'INRA. Certains d'entre eux et je n'aurai pas la cruauté de citer leur nom n'y ont fait qu'un passage express comme un instant obligatoire dans une carrière qui ne nécessitait pas sans doute de s'attacher à l'institut. Plus remarquable j'ai observé aussi un représentant du ministère de la recherche changer de fauteuil et devenir directeur général délégué à l'administration témoignant à l'inverse d'un attachement plus soutenu à l'INRA, j'ai vu aussi une directrice générale devenir PDG inaugurant ainsi un nouveau mode de fonctionnement pour les EPST mais un retour à un ancien mode de fonctionnement pour l'INRA.

Dans le même temps 3 présidents de la république ont été élu, le 4eme juste avant mon départ !!

Plus sérieusement, j'ai pu mesurer la dégradation continue des moyens humains et financiers dévolus pour l'INRA. Nous sommes passés d'un financement global de l'institut à un financement individuel via la recherche par projet. Je ne vais pas détailler tous les effets mortifères de ce changement fondamental. La direction générale peut bien définir des orientations mais quand on n'a pas les moyens de ces ambitions, nombre de ces orientations deviennent des vœux pieux. Le financement par projet a eu aussi cette perversion de développer l'individualisme, nombre de laboratoire deviennent des « hôtels à projet », la direction générale assurant presque uniquement le gîte et le couvert. Le Crédit Impôt Recherche, anecdotique, il y a 20 ans est devenu un véritable poison pour la recherche publique. Outre le fait qu'aucun bilan n'a été fait sur l'utilisation du CIR, un rapport du sénat et plus récemment un reportage d'une grande radio de service public indique qu'il s'agit d'une machine à pomper des crédits d'État pour « au mieux » faire autre chose que de la recherche et au pire pour abonder les dividendes des actionnaires. Des officines se sont créées pour bâtir des projets bidon !

Pour les personnels c'est d'abord la diminution des postes et l'augmentation corollaire de la précarité qui atteint près de 30% des emplois. C'est aussi la diminution des promotions, le blocage des salaires, nous avons perdu depuis 20 ans près de 20% de notre pouvoir d'achat.

Je dois reconnaître qu'il y a quand même des choses qui ont considérablement augmenté dans la recherche publique, ce sont les structures, alliances, institut (Agreenium-IAVFF), EPCS, COMUE, IDEX, LABEX, EQUIPEX, ISITE, fondations, j'en oublie c'est certain ! Comme si cette inflation de structure devait permettre d'éviter le déclin scientifique de notre pays. En France quand on ne sait pas ou ne veut pas régler un problème on crée une commission, proverbe bien connu. Dans la recherche publique on crée une structure et chaque gouvernement peut se flatter d'avoir créé les siennes.

J'ai vu arriver avec Valérie Pécresse en 2007 « l'excellence » comme mot d'ordre et imprécation, Pôle d'excellence, laboratoire d'excellence, équipement d'excellence, initiative d'excellence, périmètre d'excellence. Cette excellence dont personne ne peut donner un réel contenu scientifique a permis de justifier l'inflation des structures et d'augmenter l'entropie du système. Elle a permis surtout de justifier la raréfaction des crédits d'État, en arrosant quelques laboratoires au détriment de la majorité. Plus grave, dans beaucoup de cas elle a introduit une technocratie supplémentaire et pour quelle plus-value, pour quel apport positif pour la recherche publique ? Rien ou presque. Comme si cela ne suffisait pas, les Pôles de compétitivité sont venus à leur tour complexifier le système. Ces pôles ont associé le privé dans la définition des orientations scientifiques et participe aussi au transfert des crédits publics vers le privé. La cour de comptes a relevé que ces pôles sont rarement évalués et que les recommandations de la cour sont rarement suivies d'effet. Dans le même temps le « flicage » économique des collègues est devenu la règle, justification de l'utilisation du moindre euro pour chaque contrat, justification du temps passé pour exécuter le contrat avec les trop fameuses fiches horaires. Nombre de nos collègues chercheurs cherchent de l'argent en passant un temps infini à écrire des projets dont la majorité finira dans les poubelles !

Dans le même temps les docteurs, les ingénieurs, les techniciens nouvellement formés peinent à trouver un emploi dans la recherche, post doc à répétition pour les uns, CDD pour les autres. Les universités,

EPST, peuvent bien organiser des « fêtes de la science » chaque année pour motiver la jeunesse mais la réalité de l'emploi est bien celle que je viens de décrire.

Les premières déclarations de la nouvelle ministre de la recherche vont dans le même sens. Elle n'entend pas changer d'orientation sur le CIR, l'ANR et le financement par projet, la diminution du nombre de fonctionnaires. Le déclin de la recherche ne pourrait ainsi que continuer voire s'amplifier. L'INRA créé en 1946, issu du programme du conseil national de la résistance où la CGT à jouer un rôle majeur tourne le dos à ses objectifs premiers qui étaient de satisfaire les besoins de nos concitoyens.

Quand la ministre déclare qu'il faut « réconcilier la recherche et l'entreprise », on assiste à une vision étriquée de la recherche qui se résume à satisfaire les désirs des entreprises et donc du MEDEF. Il y a fort à craindre que l'innovation devienne l'alpha et l'Omega de la recherche publique. Les entreprises font leur R&D par le public à moindre coût et privatise les éventuelles bénéfices avec la bénédiction et les encouragements successifs de tous les gouvernements qui se sont succédés depuis deux décennies. Voilà une bien belle mécanique ! Je ne vais pas faire l'analyse détaillée de la future politique gouvernementale en matière de recherche publique, je laisse le soin à Pascale Maillard d'intervenir sur ce sujet.

En 2017 la présence du front national au second tour de la présidentielle est le résultat de cette politique dirigée contre les travailleurs et pour servir les intérêts du MEDEF et des actionnaires. Il devient urgent et indispensable qu'un puissant mouvement social bouscule et renverse ce vieux monde. Vous pouvez d'ores et déjà compter sur la CGT pour mobiliser les personnels vers cet objectif devenu indispensable si on veut éviter le pire. L'Histoire sociale de la France témoigne que les progrès sociaux sont uniquement le fruit des luttes sociales des travailleurs.

J'appartiens à une organisation syndicale, la CGT qui depuis plus de 120 ans est un acteur du progrès social, la sécurité sociale, les congés payés, le statut général de la fonction publique, EDF... sont autant de victoires des salariés contre la réaction et le patronat. Mais comme disait Ambroise Croizat responsable de la CGT et créateur de la sécurité sociale : « Ne parlez pas d'acquis sociaux, parlez de conquies sociaux, parce que le patronat ne désarme jamais ».

Même si le bilan que je viens d'esquisser pour la recherche publique est loin d'être glorieux, Je reste optimiste et je ne doute pas que la CGT et en particulier la CGT-INRA avec ses nombreux élus continueront de défendre les intérêts des agents et le service public de la recherche agronomique.

Je profite de ce moment pour inviter la Présidence de l'Inra et l'ensemble du conseil d'administration à lire un petit ouvrage qui s'intitule « Quand la Recherche était une république » de Michel Blay, ce livre relate la recreation du CNRS en 1944 par Frédéric Jolliot-Curie. « Il faut que dans la France de demain, tous les progrès soient possibles et que s'élèvent en même temps le niveau de vie des Français et le niveau de leur culture ». Ce qu'écrivait F. Jolliot en 1944, en pleine insurrection parisienne reste d'une puissante actualité aujourd'hui. Il est douloureux de constater que depuis 20 ans les gouvernements et les directions des organismes aient tourné le dos à ce noble objectif.

Pour conclure, j'espère avoir contribué modestement, avec Michel Lafarge et Pascale Maillard qui ont été successivement élus à mes côtés, à porter la voix de nos collègues pour faire que ce conseil d'administration ne soit pas uniquement une chambre feutrée d'enregistrement.